à la réalité ?

Le Président qui ne demeure pas moins extrêmement vigilant lorsqu'il s'agit de la gestion de l'Etat, de son train de vie et de celui de ses agents, quels que soient leurs grades, remarque que les affaires de détournement et de corruption n'occupent plus le devant de la scène depuis que les dossiers qui ont entaché la vie économique et politique ces dernières années et l'image extérieure de l'Algérie ont été assainis soit par de très lourdes condamnations qui doivent donner à réfléchir, soit par des non-lieu et des réparations morales et matérielles ; l'émergence d'une nouvelle génération de managers compétents et patriotes, et l'introduction de nouveaux mécanismes de contrôle, loin de la pénalisation de l'acte de gestion désormais abolie, donnant du sens à la lutte permanente contre toutes formes de corruption.

Par ailleurs, depuis que les paiements par chèque et carte bancaire ont été systématisés, signant la chute des grands barrons de l'informel, le dinar a gagné en valeur et tout le monde a observé qu'il y a désormais moins de monde devant les guichets de banque, et que les changes à la sauvette qui occupaient illégalement et insolemment des espaces mitoyens avec des édifices officiels ont disparu, laissant place à des bureaux de change installés dans des endroits appropriés de la capitale, notamment dans les centres commerciaux et les artères commerçantes. Revenons au secteur de la communication et notons que les ministères de souveraineté ont été instruits pour désigner des porte-paroles de haut rang, tenus de rencontrer la presse dans des espaces aménagés à cet effet dans leurs départements, chaque fois qu'un événement national ou international majeur venait à l'exiger.

C'est ainsi que le porte-parole du ministère des Affaires étrangères renseigne maintenant régulièrement la presse et répond à ses questions dans une ambiance professionnelle décontractée chaque fois qu'un invité officiel rencontre en audience le ministre, et que celui du ministère des Finances présente aux journalistes la loi des finances et explique dans les détails ses constantes et ses variables ; le ministère de la Communication ayant quant à lui disparu de l'organigramme du gouvernement pour laisser place définitivement à un ministère de la Communication jumelé avec le celui de la Culture, la Haute Autorité de régulation de l'audiovisuel veillant désormais à ce que les chaînes de télévision publiques et les chaînes privées jouent pleinement leur rôle dans l'information du citoyen dans le strict respect de leurs cahiers des charges.

Dans la composition du nouveau gouvernement de la dernière étape de son mandat, et dont le plus âgé ne dépasse la cinquantaine, faut-il rappeler que le Président, au-delà des compétences requises pour le choix des ministres, a porté une attention particulière au casting de certains responsables de ministères, notamment ceux destinés à être en contact avec la jeunesse, les sports, la solidarité pour ne citer que ces secteurs d'activité, dont les titulaires doivent présenter dorénavant un certain charisme et jouir d'un sens aigu de la communication, loin de tout bégaiement ou populisme.

Dans la même lignée, le Président a souhaité lors de ses dernières rencontres avec les patrons de la presse publique et privée, reçus à l'occasion de la cérémonie de la célébration de la Journée Internationale de la liberté de la presse, qu'une presse parlementaire voit le jour afin de rendre compte avec davantage de précisions des travaux des deux Chambres dont les membres, dans le cadre de leur mandat national, devraient recevoir régulièrement leurs élus dans leur propre circonscription et informer sans restriction et sans démagogie l'opinion publique de leurs activités régionales.

Dans sa détermination à donner de l'Algérie l'image d'un pays fier justement de ses compétences nationales, le Président reçoit, lorsque son agenda le permet, des hommes de culture et de l'art, des hommes et des femmes de médias connus pour leur grand professionnalisme, des chercheurs, de grandes figures du sport, comme il n'hésite pas à confier à d'anciennes personnalités nationales, chefs de gouvernement, ministres ou ambassadeurs, des missions d'information, de consultation ou de représentation sur des questions d'intérêt stratégique en Algérie et à l'étranger.

D'ailleurs, lors de son dernier déplacement dans une ville du nord du pays, le Président a invité avec force les autorités locales, en présence de députés et de sénateurs originaires de la région, à aménager de meilleures conditions d'accueil de la population dans les diverses administrations publiques, à répondre sérieusement aux préoccupations des jeunes en créant des espaces commerciaux réglementés réduisant peu à peu jusqu'à les faire disparaître les marchés anarchiques et informels, à développer les activités sportives, culturelles et artistiques, à susciter la création d'emplois massifs dans le secteur de l'environnement afin de donner une meilleure image de nos cités où l'absence d'hygiène, le délabrement des voies publiques, le manque d'espaces verts et d'aires de jeux devraient être rapidement rangés parmi les mauvais souvenirs du citoyen, rappelant à l'occasion que les jeunes ont besoin, au-delà de la réponse à leur attente légitime immédiate, d'un grand projet national ou régional dans lequel ils se reconnaissent, s'investissent et investissent leurs passions ; l'environnement et le cadre de vie étant des défis majeurs dans nos villes et nos campagnes.

Le Président n'a pas hésité à dire à cette occasion que si l'urgence d'un sursaut national en bon ordre devant les enjeux et les défis du contexte actuel intérieur et extérieur venait à manquer et que si la bonne gouvernance devait passer par le recours à des élections générales anticipées à tous les niveaux de la représentation nationale, il n'hésiterait pas à franchir le pas. En parcourant comme chaque matin la presse nationale et internationale, et en s'attardant cette fois-ci sur les articles consacrés aux derniers changements intervenus dans un pays arabe, le Président, qu'une longue carrière diplomatique lui a appris à contenir ses réactions, relève le commentaire inhabituel de son conseiller de presse «qui s'interroge sur la position d'une puissance mondiale connue par ailleurs pour l'usage massif de la violence dans les affaires internationales et la "démocratisation" de la possession des armes à feu au sein de sa propre population, qui agit désormais comme un parti unique planétaire et qui n'hésite pas à appeler sans scrupules à "la retenue", avant d'applaudir au transfert du pouvoir civil à l'armée, alors que sa doctrine fondamentale affichée de longue date, invitait plutôt au contraire !».

Dans le même registre, que dire de ceux qui appellent au respect des libertés alors qu'ils ont été les champions de leur confiscation, qui continuent d'ignorer le droit des peuples à l'autodétermination, de fermer les yeux devant la plus grande tragédie du siècle, celle vécue par le peuple palestinien depuis plus de soixante ans, de contingenter la libre circulation des personnes sur leur territoire, et s'ériger «à partir du ciel» en défenseurs des populations civiles et de leur aspiration au changement souvent légitime — mais exposé à toute forme de manipulation ou d'appropriation — après avoir conclu d'énormes contrats de ventes d'armes avec leurs gouvernants devenus soudain infréquentables ! Poursuivant la lecture de la revue de presse matinale, le Président observe que les sujets traités sont variés, touchant sur le plan national aux questions de l'enfance, de la maîtrise de la croissance démographique, du sport, des arts plastiques, de la musique et du cinéma à l'école, à la vie littéraire, à la construction de nouveaux complexes cinématographiques et de nouveaux théâtres dans les grandes villes du pays, à la tournée brillante de l'Orchestre symphonique national dans les principales capitales européennes, et au plan international au dernier round des négociations sur l'autodétermination imminente du Sahara occidental qui augure de la grande réconciliation maghrébine, les termes de réconciliation et de concorde étant si chers dans sa pensée et son action.

Le Président apporte les dernières retouches à son message annuel à la nation qu'il prononcera comme ses dernières années, la veille du 5 juillet, Fête de l'indépendance et de la jeunesse ; le pays ayant renoué avec la tradition du défilé militaire du 1er Novembre, date du déclenchement de la lutte de Libération nationale victorieuse, déclarée «Fête des forces armées», manifestation qui fait la fierté des Algériens toutes générations confondues qui se tient désormais dans un grand boulevard de la capitale, la fameuse avenue de l'ALN devenue inadéquate, depuis la mise en service d'autoroutes et de leurs bretelles à l'entrée de la capitale. L'intérêt croissant que portent de plus en plus les jeunes aux technologies nouvelles mises au service des forces armées et de la défense de la patrie, remarqué à l'occasion des salons et journées ouvertes organisés par l'ANP, a emporté, dit-on, la décision du premier magistrat du pays de réhabiliter la revue militaire du 1er Novembre.

Alors que son programme d'action est entré dans sa troisième phase, le Président a prévu de recevoir cette semaine la presse nationale, désireux d'inaugurer ainsi une nouvelle tradition dans les relations entre «la presse et le pouvoir» qui ont été pour le moins heurtées ces dernières années.

Quelques années après, en tout cas avant la fin de son mandat, incognito, le Président se promenant dans le centre de la capitale, dans les quartiers populaires, observait avec émotion qu'il allait enfin pouvoir laisser en héritage un pays apaisé après de tragiques épreuves, un pays au travail, un pays propre, une nation digne et fière, maintenant plus forte et plus riche, désormais prémunie contre les dérives intérieures et les dangers extérieurs grâce à une arme de prévention et de défense massive, la démocratie, à la construction et à la consolidation de laquelle avec les forces vives de la nation, avec les partis restés fidèles à leurs principes, même dans leur opposition constante au mode de gouvernement et de gouvernance en place, et demeurés attachés à l'alternance pacifique dans la gestion des affaires du pays ; il a consacré les dernières années de son mandat.

Il est d'autant plus ému qu'il note en son fort intérieur que si la génération de Novembre a rempli globalement sa mission durant la guerre de Libération nationale et pris régulièrement part dans des conditions diverses, parfois controversées, à la gestion du pays depuis le recouvrement de l'indépendance nationale, les historiens s'étant saisis à juste titre des évolutions, des bilans et des convulsions ; les valeurs de liberté et de dignité sont plus que jamais vivantes au sein de la société algérienne et, dans la jeunesse qui étudie, qui travaille et qui revendique, il y a certainement, sans crainte aucune, des hommes et des femmes patriotes capables de porter son destin avec ambition et loyauté envers les «constantes» de la nation au sens bien compris de ce terme.

Alors, est-ce faire dans la nostalgie, dans la régression, dans «un optimisme béat» pour reprendre une formule ancienne qui connut de beaux jours, que de dire, pour peu qu'on intègre bien sûr dans un patrimoine commun avec honnêteté intellectuelle toutes les périodes vécues par notre pays sans reniement mais avec un esprit critique et autocritique permanent, que l'Algérie «des tâches de l'édification nationale» au lendemain de l'indépendance chèrement reconquise, l'Algérie de «la charte nationale» qui a vu son peuple débattre avec passion de son présent et de son avenir dans l'idéologie dominante d'alors et sous le sceau d'un unique parti omniprésent, l'Algérie des «grands chantiers de volontariat» même encadrés en ces temps-là de «l'être collectif», l'Algérie des résistances et des oppositions idéologiques, l'Algérie des mouvements de libération africains et des causes justes à travers le monde, l'Algérie des contestations populaires parfois tragiques qui ont ouvert la voie au pluralisme politique et à la liberté de la presse écrite, l'Algérie des terribles années de la décennie qui a failli emporter l'Etat et le citoyen, l'Algérie du désendettement et des premières étapes de l'émergence économique, l'Algérie réconciliée en grande partie avec elle-même et soucieuse avant tout de paix sociale même lorsque des cris de révolte légitime se font entendre, que l'Algérie riche de toutes ses périodes historiques, douloureuses ou heureuses, que l'Algérie toujours jalouse de sa souveraineté et de sa liberté de génération en génération, saura maintenir ses pas, volontaire ou rappelée à l'ordre par ses propres enfants, dans le sens de la marche de l'histoire.

A cet instant précis, le lecteur se surprend à penser, avant de refermer son journal, qu'il suffit en définitive de peu, sans heurts et sans malheurs, pour que la fiction qui se déroule sous ses yeux, se transforme en une bienheureuse réalité.

B. A.